

Maître d'ouvrage



MINISTÈRE
DES TRANSPORTS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Autoroute A22 – Reprise et renforcement de talus de l'A22 du PR 16+750 au PR 16+600 sens Belgique/France

Dossier de Consultation des Entreprises

A.3.1 NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Annexe au Cahier des Clauses Techniques Particulières

Maître d'œuvre

Service d'Ingénierie Routière Ouest
Immeuble Métroport - 10, place Salvador Allende
CS 40424
59 664 Villeneuve d'Ascq cedex
Téléphone 03.20.43.71.71

Indice :0b

Fichier : \\set-dir-nord-04\sir\Operations\A22TalusDeMouvau\A22TalusSensBelgiqueFrance\06QualiteControles\6.3 admin Controle SG-CP\suite relecture pole achats et SIRE\pieces techniques\A22Mouvau\NRE-V0c_luChG.odt

Table des matières

1. Préambule.....	3
2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences.....	5
2.1 Eaux superficielles et souterraines.....	5
2.1.1 Description de l'environnement.....	5
2.1.2 Les exigences en matière d'environnement.....	5
2.2 Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie.....	8
2.2.1 Description de l'environnement.....	8
2.2.2 Les exigences en matière d'environnement.....	8
2.3 Milieux humains et Santé publique.....	12
2.3.1 Description de l'environnement.....	12
2.3.2 Les exigences en matière d'environnement.....	12
2.4 Gestion des déchets – Document spécifique SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Organisation des Déchets).....	13
2.4.1 Prise en compte de l'environnement.....	15
2.4.2 Les exigences en matière d'environnement.....	15
3. Engagements des partenaires.....	17
3.1 Engagements du Maître d'Ouvrage.....	17
3.2 Engagements du Maître d'œuvre.....	17
3.3 Engagements du titulaire	17
3.4 Points d'arrêts Environnementaux.....	18
4. Démarche Assurance Environnementale en phase travaux.....	19
4.1 Mode opératoire.....	19
4.2 Élaboration et contenu du SOPRE.....	20
4.3 Élaboration du PRE.....	23
4.3.1 Dispositions générales.....	23
4.3.2 Outils de suivi du PRE pendant la phase travaux.....	23
5. Fiches de suivi de la Démarche Assurance Environnementale.....	25

1. PRÉAMBULE

La rédaction séparée de ce document a pour but de rassembler les éléments essentiels à l'établissement, au suivi ainsi qu'au contrôle des aspects environnementaux au cours de l'exécution des travaux, objet du présent marché, et s'inscrit dans une **Démarche Assurance Environnementale en phase Travaux**.

Il récapitule l'ensemble des éléments nécessaires aux entreprises, pour la compréhension des demandes et exigences environnementales spécifiques à la phase travaux. Il doit inciter également les entreprises à mettre en place une démarche volontaire, sur quelques points particuliers, pour le respect de l'environnement en phase chantier sur cette opération.

L'intégration des enjeux environnementaux dans l'élaboration du projet, objet du présent marché, a été prise en compte par le maître d'ouvrage dans les études antérieures. Les objectifs généraux en matière d'environnement doivent être respectés pendant la phase travaux. C'est l'objet des prescriptions qui suivent.

L'objectif de la **démarche Assurance Environnementale en phase Travaux** est :

- d'une part de **réduire le plus possible les diverses nuisances engendrées par les chantiers** ;
- d'autre part, de **préserver l'équilibre écologique et les ressources naturelles**.

Le maître d'œuvre s'assure du respect des prescriptions techniques, regroupées dans la présente Notice de Respect de l'Environnement, par l'entreprise.

Ce document définit les prescriptions environnementales liées au chantier que les entreprises doivent respecter.

Les aspects environnementaux traités sont :

- Les eaux superficielles et souterraines ;
- Les milieux naturels et les paysages / le patrimoine et l'archéologie ;
- Les milieux humains et la santé publique ;
- La gestion des déchets.

Le titulaire doit répondre, ligne par ligne, au bordereau des prix unitaires (BPU) et au détail estimatif (DE) en prenant en compte les données environnementales du chantier.

Afin de les préciser, elles sont reprises dans le présent document pour bien mettre en évidence les impératifs environnementaux ainsi que les textes en vigueur à respecter.

Selon le niveau de protection, il est demandé à l'entreprise de détailler les solutions envisagées pour respecter les textes en vigueur et les impératifs environnementaux.

Ainsi, les objectifs environnementaux étant clairement détaillés dans la Notice de Respect de l'Environnement et notamment concernant la gestion des déchets, l'entreprise peut calculer au plus juste le coût induit et préciser clairement les hypothèses prises lors de l'étude.

Le titulaire établit ses prix en tenant compte des prescriptions environnementales décrites dans la Notice de Respect de l'Environnement selon les modalités et hypothèses qu'elle :

- décrit dans le SOPRE – Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement joint dans sa remise d'offre ;
- précise dans le PRE – Plan du Respect de l'Environnement élaboré pendant la période de préparation.

L'attention du candidat est attirée sur les textes réglementaires concernant la protection de l'environnement, notamment :

- le Code de l'environnement et en particulier :
 - Livre II : Milieux physiques :
 - Titre 1^{er} : Eaux et milieux aquatiques et marins
 - Titre II : Air et atmosphère

- Livre III : Espaces naturels
 - Titre III : Parcs et réserves
 - Titre IV : Sites
- Livre IV : Patrimoine naturel : Titre 1^{er} : Protection du patrimoine naturel
- Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
 - Titre IV : Déchets
 - Titre VI : Préventions des risques naturels
 - Titre V : Paysages
 - Titre VII : Prévention de la pollution sonore.
- le Code rural et de la pêche maritime ;
- le Code de la santé publique.

À la remise de son offre, le candidat répond au travers de son SOPRE (dont le cadre proposé est détaillé dans le 4.2), par une démarche volontaire, aux exigences en matières d'environnements concernant :

- les eaux superficielles et souterraines ;
- les milieux naturels et les paysages / Patrimoine et Archéologie ;
- les milieux humains et la santé publique ;
- la gestion des déchets.

L'entreprise précise également sa démarche relative aux exigences en matière d'environnement Milieux humain et santé publique volet DÉCHETS au travers du document spécifique SOSED intégré au SOPRE.

Elle détaille l'ensemble de ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2), suivantes :

- Plan de respect de l'environnement (PRE), incluant la gestion des déchets de chantier ;
- Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier.

Une fiche « MOE de suivi environnemental sur le chantier – application du PRE » permettra à la maîtrise d'œuvre de suivre la démarche environnementale au cours des travaux.

2. PRÉSENTATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DES PRINCIPALES EXIGENCES

2.1 EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES

2.1.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Eaux superficielles**



Dans la zone des travaux (en rouge sur la vue ci-contre), l'autoroute est en remblai. Les eaux de ruissellement sont collectées par des fossés en pied de talus et se rejettent après 400 mètres en direction du Sud, dans le fossé du « Chemin Poivré ». Ce dernier parcourt 400 mètres avant de se jeter dans la becque de Marcq qui parcourt près de 2,5 km avant d'affluer dans le Canal de Roubaix.

Ces 3 voies d'eaux, sont catégorisées par la DDTM 59 avec un régime d'eau permanent. Elles alimentent la masse d'eau de surface « Canal de Roubaix - Espierre », code FRAR64, intégrée au SAGE Marque-Deûle.

L'état initial de ces cours d'eaux repris du SAGE, sont les suivants :

- × État écologique (évaluation de 2024) :
 - ◆ État ou potentiel écologique «moyen»,
 - ◆ État physico-chimique «moyen»
- × État chimique (évaluation 2024) : «moyen».

Les enjeux liés aux eaux superficielles et aux eaux souterraines sont considérés comme faibles.

- **Eaux souterraines**

Aucun périmètre de captage AEP ne concerne directement le projet.

La masse d'eau souterraine présente au droit du projet porte le code FRAG015 et le libellé de nappe des Calcaires carbonifères de Roubaix-Tourcoing.

Le sondage le plus proche (BSS000AZFX), situé à 200 mètres du site de travaux, identifie une couche d'argile peu perméable sur une dizaine de mètres d'épaisseur.

La vulnérabilité des eaux souterraines est donc faible.

Les enjeux liés aux eaux souterraines sont donc jugés faibles.

2.1.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine des « eaux superficielles et souterraines ».

Les exigences en matière d'environnement à respecter découlent des textes réglementaires (code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques – Titre Ier : Eau et milieux aquatiques et marins – Articles L210-1 et suivants et Articles R211-1 et suivants).

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- **Assainissement provisoire de chantier :**
 - Durant les travaux, maintien en fonction du réseau d'assainissement existant ou mise en place d'un assainissement provisoire (chantier) raccordé au réseau existant afin d'éviter tout risque de pollution pour les eaux souterraines et superficielles et tout risque d'inondation ;
 - Aucun rejet d'eaux de chantier ne peut être effectué directement dans le milieu naturel ou les fossés de collecte sans intercaler à l'amont du rejet un système de décantation et de filtration des fines mises en suspension (maille ≤ 1 mm) ;
 - En phase de terrassements des talus, un filtre particulaire supplémentaire est disposé dans le fossé à l'aval de la zone de chantier ;
 - Mise en place d'un assainissement provisoire (type fossé) autour de la zone d'installations de chantier. Cet assainissement provisoire doit permettre de ramener les eaux de ruissellement dans des ouvrages de rétention étanche (bassin, noue...) réalisées sur les emprises du chantier afin d'éviter tout risque de pollution du cours d'eau et des sols ;
 - Les dispositifs à mettre en place concernant le rejet des eaux superficielles et de drainage en phase travaux doivent répondre aux exigences de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et à la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques et à ses décrets d'application ;
 - L'attention du titulaire du marché est attirée sur le caractère évolutif du réseau d'assainissement de la phase chantier en fonction de l'avancement des terrassements.
- **Aires de stockage, parkings, hydrocarbures :**
 - Les aires de stationnement, de stockage (produits dangereux), les zones d'entretien, de lavage des véhicules, de distribution de carburants sont protégées temporairement par la mise en œuvre de dispositifs « étanches » afin d'éviter toute pollution de la nappe ;
 - Les engins doivent être conformes à la réglementation, et leur entretien ne doit pas se faire sur le site afin d'éviter toute fuite d'huiles ou d'hydrocarbures ;
 - Les groupes électrogènes sont isolés par des dispositifs de rétention mobiles (pour les petits modèles) et/ou disposeront d'une double paroi de rétention ;
 - La vidange des toupies béton est interdite sur site. Les dispositions permettant la vidange et le nettoyage en toute sécurité pour l'environnement des toupies bétons sur le chantier (bassin de décantation étanche + gestion des eaux) sont fournies dans le PRE.
- **Rejet des eaux de la base de vie :**
 - Les eaux grises et brunes générées sur la base vie sont collectées et tamponnées par des dispositifs permettant leur vidange sans rejet au milieu naturel.
- **Pollution accidentelle :**
 - Le titulaire établit un schéma d'intervention pour prévenir la pollution accidentelle détaillant la procédure à suivre en cas de pollution grave et les moyens d'intervention du titulaire en cas d'incident (évacuation du matériel ou matériau à l'origine de la pollution, mise en place de produits absorbants, curage des sols...). Ce schéma est consultable et visible à tout moment et tout le personnel sur le chantier doit en avoir pris connaissance ;
 - Des produits absorbants et/ou kits anti-pollution doivent être disponibles sur le site ainsi qu'à proximité des zones de stockage d'hydrocarbures (si ceux-ci sont autorisés) pendant toute la durée des travaux ;
 - En cas de fuite de fuel ou d'huile, les matériaux souillés sont évacués vers les lieux de traitements agréés.

- **Eaux souterraines et superficielles :**
 - Aucun prélèvement d'eau dans les eaux souterraines ou superficielles n'est autorisé.
- **Emprises végétalisées et boisées:**
 - Évitement maximum du défrichement et du décapage des surfaces non nécessaires aux travaux sur l'ensemble de l'emprise ;
 - Prévoir la re végétalisation des terrains dans les emprises impactées par les travaux ;
 - Après débroussaillage préalable de la végétation, les souches sont laissées en place pour permettre une reprise rapide dès le printemps suivant les travaux.

Les dispositifs mis en place peuvent être soumis, en fonction de la réglementation en vigueur, à l'approbation des services compétents (protection civile, DDT(M) – Direction Départementale des Territoires (et de la Mer), DREAL – Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, ARS – Agence Régionale de Santé,...).

Au travers du SOPRE, le candidat détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Au sein de l'entreprise, un responsable de la prévention des risques environnementaux est désigné et présent tout au long du chantier.

Toutes les prestations engendrées pour assurer la protection des eaux superficielles et souterraines sont à la charge du titulaire du marché, notamment tous les frais en cas de pollution : confinement, décapage des terrains pollués, évacuation des terres polluées vers un centre de traitement ou de stockage des déchets, remise en état du milieu naturel. Sont également comprises les taxes et frais divers pour la prise en charge et le traitement des déchets ainsi que pour le suivi administratif des déchets.

2.2 MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

2.2.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le pré-diagnostic écologique propose cette synthèse des impacts écologiques du projet :

Groupe	Enjeu / projet	Impacts prévisibles
Habitats	Très faible	
Flore patrimoniale	Très faible	
Flore invasive	Fort	Risque de dissémination d'espèces invasives.
Avifaune	Faible	Risque de destruction d'habitats. Risque de destruction et de dérangement de spécimens
Chiroptères	Très faible	Risque de dérangement des espèces
Autres mammifères	Faible	Risque de destruction d'habitats. Risque de destruction et de dérangement de spécimens
Amphibiens	Nul	
Reptiles	Faible	Risque de destruction d'habitats. Risque de destruction et de dérangement de spécimens
Insectes et autres invertébrés	Très faible	Risque de destruction d'habitats. Risque de destruction et de dérangement de spécimens

2.2.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans les domaines « milieux naturels et paysage – patrimoine et archéologie ». Par ailleurs les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (Code de l'environnement et plus particulièrement du Livre III : Espaces naturels).

L'entreprise, au travers de sa démarche volontaire devra détailler les éléments qu'elle compte mettre en place pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- **Installations chantier – plan de circulation :**
 - Limiter au strict nécessaire les emprises.
 - La localisation des installations de chantier est proposée par le titulaire et validée en collaboration avec le maître d'œuvre et les communes concernées ;
 - Les installations de chantier sont implantées en dehors des secteurs à fortes contraintes biologiques ;
 - Au droit des accès de chantier, des aires de lavage de véhicules (roues et bas de caisse principalement) sont installées afin de limiter la présence de boues sur les voies ouvertes à la circulation ;
 - Un plan de circulation et de balisage du chantier est établi avec les autorités locales et en coordination avec les entreprises afin d'éviter les risques de perturbation du trafic local et les nuisances pour les zones traversées d'une part et de délimiter les espaces sensibles d'autre part ;

- À chaque accès au chantier, le titulaire doit installer des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». Les accès doivent être obligatoirement fermés par les soins du titulaire lors des périodes de non-activité du chantier quelle qu'en soit la nature.
- Balisage des emprises du chantier de manière à prévenir toute divagation d'engin hors de la zone de travaux ;
- Information et sensibilisation du personnel intervenant.
- Respect des limites du chantier et des zones sensibles.
- **Dépôts provisoires :**
 - Les aires de stockage et dépôts provisoires sont prioritairement installés sur l'emprise du projet afin de limiter les occupations temporaires et la pollution visuelle ;
 - Les zones de dépôts définitifs sur site ou à ses abords sont proscrites ;
 - Les aires de stockage de matériel et matériaux doivent être situés en dehors des secteurs à fortes contraintes biologiques ;
- **Propreté du chantier :**
 - Le repli du matériel, le démontage des locaux provisoires et le nettoyage des différents chantiers sont organisés par les entreprises à la fin du chantier ;
 - Les entreprises ont à leur charge l'entretien des abords du chantier et le nettoyage de la voirie attenante ;
 - Elles assurent leur fonctionnement sanitaire ainsi que le nettoyage des zones de chantier ;
 - L'attention du titulaire est attirée sur les contraintes de sécurité des usagers circulant sur les voies publiques bordant le chantier. Toutes les mesures sont prises par le titulaire pour assurer la propreté permanente des voies publiques bordant le chantier. Un soin particulier est demandé pour le nettoyage des voies attenantes, de plus, la remise en état des lieux en fin de travaux comporte un nettoyage général des emprises et des zones d'occupations temporaires ;
 - À la remise en état des lieux, tous les déchets, matériels ou matériaux sans emploi (chute de ferraille ou de coffrage, bidons, pneus, sacs de ciment, fonds de malaxeurs, etc.) sont ramassés et évacués en dépôt définitif quelles que soient les difficultés d'accès pour leur récupération dans le respect de la législation et des dispositions prises dans le SOSED .
- **Protection faune – flore – agriculture :**

Les impacts sur la faune et la flore sont **limités** par :

 - Le défrichage et le décapage sont réalisés au strict minimum nécessaire et pendant le temps le plus court possible ;
 - La mise en œuvre de tuyau souple de type janolène et de diamètre adapté aux fûts des sujets à protéger présents dans la zone de travaux pour assurer leur protection pendant la durée du chantier. La mise en place se fait par entourage continu du tronc sur une hauteur de 2 mètres ;
 - Les chemins agricoles empruntés ou interrompus sont restaurés ;
 - Un état des lieux est réalisé avant et après l'exécution des travaux ;
 - Une végétalisation la plus précoce possible est réalisée sur toutes les surfaces mises à nu ;
 - Protection des zones agricoles avec la mise en place et la réalisation d'un piquetage contradictoire préalable de l'emprise technique ;

- En cas de travaux, pendant la période de reproduction (de février à fin août), l'entreprise porte une attention particulière aux espèces d'oiseaux et d'amphibiens sensibles ;
 - Pendant la durée des travaux il faut protéger les habitats naturels de la faune et de la flore et si nécessaire prévoir des habitats de substitution pour la faune (nichoirs, mares, ...).
 - Un suivi écologique du chantier est assuré par un ingénieur écologue ;
 - Un phasage précis des travaux (en fonction des enjeux écologiques) est demandé ;
 - Le dessouchage et le tronçonnage des plants matures doit être réalisé après le passage d'un écologue, afin de s'assurer qu'aucun oiseau ne niche dans ces arbres.
- **Terres du chantier – Terres végétales :**
 - Réutilisation optimale des matériaux de déblais en remblai grâce au respect d'un protocole précis de décapage, de tri et de stockage de la terre arable pendant la durée des travaux (proposition du protocole par le titulaire) ;
 - Les terres prélevées initialement (terre « végétale » en place) sont remises en place par des moyens et méthodes appropriés pour ne pas tasser les sols recouverts et les terres étalées, afin de reconstituer la couche initialement prélevée à l'identique ;
 - La circulation des engins d'approvisionnement est interdite sur les terres régaliées. Un état des lieux en présence du titulaire est effectué ;
 - La terre végétale sera stockée en vue de son réemploi. Le procédé est proposé par l'entreprise et validé par le MOE.
- **Poussières :**
 - Dispositions mise en œuvre afin de limiter la dispersion des particules, poussières, dans l'atmosphère et dans les eaux pendant la phase chantier.
- **Archéologie :**
 - Évitement de la destruction d'éléments patrimoniaux.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

Le titulaire précise particulièrement, au travers d'un chapitre, d'un titre identifié ou par des procédures spécifiques dans son SOPRE ce qu'il met en œuvre concernant les procédures espèces exotiques envahissantes détaillées dans le CCTP.

Il prend notamment en compte :

- la formation de son personnel ;
- le balisage des zones infestées par les espèces exotiques envahissantes floristiques ;
- le nettoyage de véhicules (roues et bas de caisse) et du matériel (décrochage) ;
- le traitement et le décapage des terres infestées ;
- la gestion des déchets ;
- le stockage et la reprise des terres.

2.3 MILIEUX HUMAINS ET SANTÉ PUBLIQUE

2.3.1 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

La réalisation des travaux se situe en bordure de zone agricole. L'environnement acoustique de la zone n'est perturbé que par l'axe routier de l'autoroute A 22.

La zone de travaux est à 200 mètres de la 1^{re} habitation.

- **Les vibrations :**

La réalisation des travaux se situe à proximité de zones bâties. Il convient de porter une attention particulière, dans un rayon compris entre 0 et 50 mètres, sur les risques de désordre occasionnés lors des travaux de compactage aux infrastructures.

- **Les métaux lourds :**

L'opération de décapage doit respecter les préconisations réglementaires en matière de travaux et de gestion des déchets contenant des métaux lourds.

2.3.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

- **Le bruit :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine « bruit ».

- **Les vibrations :**

Le titulaire, au travers de sa démarche volontaire, doit détailler les propositions qu'il compte mettre en œuvre pour répondre au minimum aux exigences / prescriptions suivantes :

- adaptation des moyens de compactage au droit des habitations ;
- Proposition des moyens de contrôle des bâtiments situés à proximité de la zone des travaux.

- **L'air :**

Il n'a pas été identifié d'enjeux majeurs dans le domaine de l'air.

Du fait de la proximité d'habitations, l'attention de l'entreprise est attirée sur l'importance de limiter, conformément à la réglementation en vigueur, l'ensemble des nuisances atmosphériques engendrées par le chantier.

Le titulaire précise l'ensemble des mesures et engagements mis en œuvre pour limiter les pollutions de l'air et la formation de poussières préjudiciables à l'environnement et à la sécurité (arrosage des pistes circulées, limitation de la vitesse de déplacement des véhicules de chantier...).

Par ailleurs, les exigences en matière d'environnement découlent des textes réglementaires (Code de l'environnement et plus particulièrement du Livre II : Milieux physiques – Titre II : Air et atmosphère articles L220-1 et suivants et articles R221-1 et suivants). Les mesures suivantes sont à intégrer, en complément et/ou de manière à répondre aux exigences précédemment énoncées :

- **Installations de chantier :**

Le titulaire doit respecter la réglementation des installations de chantier en terme de distance vis-à-vis du bâti.

- **Pollution gaz d'échappements :**

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour limiter les gaz d'échappement même si les impacts sont localisés et de courte durée.

- **Interdiction de brûler des déchets :**

Il est interdit de brûler les déchets afin d'éviter les émissions de fumée et de poussière.

- **Pollution terrassements :**

En phase de terrassement :

- les opérations de chargement et déchargement de matériaux sont évitées par grand vent ;
- la vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ;
- l'échappement et le taux de pollution des véhicules sont conformes aux normes.

2.4 GESTION DES DÉCHETS – DOCUMENT SPÉCIFIQUE SOSED (SCHEMA D'ORGANISATION ET DE SUIVI DE L'ORGANISATION DES DÉCHETS)

Le titulaire fournit dans son Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE) un Schéma d'Organisation du Suivi et de l'Élimination des Déchets (SOSED) qui traite de la gestion des déchets sur le chantier en cohérence avec les textes en vigueur (Code de l'Environnement et plus particulièrement du Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre IV : Déchets – Articles L541-1 et suivants et Articles D541-1 et suivants et R541-7 et suivants).

Le titulaire doit mettre en œuvre un SOSED selon les modalités définies aux documents du marché et à la réglementation.

Sont concernés par cette démarche, tous les matériaux et produits sortant des emprises du chantier et notamment :

- les espèces exotiques envahissantes ;
- les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier ;
- les matériaux résultant de l'activité du chantier.

Dans ce document, le titulaire expose et s'engage notamment sur :

- les méthodes et les moyens utilisés sur le chantier pour trier les différents déchets à évacuer et pour ne pas les mélanger, ainsi que ceux concernant l'interdiction de brûlage.
- la localisation, la description et la gestion des dépôts, des centres de stockage et/ou des centres de regroupement et/ou des unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets en fonction de leur nature en accord avec le gestionnaire devant les recevoir. La filière de traitement retenue est soumise au préalable à l'accord du maître d'œuvre.
- les dispositions prises dans la gestion des déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation sur le chantier.
- les dispositions prises dans la gestion des produits de curage des ouvrages d'assainissement (curage, analyse, stockage et évacuation).
- les dispositions prises dans la gestion des produits amiantés.
- les dispositions prises dans la gestion des produits contenant des métaux lourds.
- les dispositions prises dans la gestion des produits de démolition des assises de chaussées traités au liant hydraulique et/ou traités aux liants hydrocarbonés.
- les dispositions prises dans la gestion des agrégats d'enrobés non recyclés issus du chantier.
- les dispositions prises dans la gestion des agrégats d'enrobés produits sur ce chantier et qu'ils soient ou non recyclés sur celui-ci.
- les modalités mises en œuvre pour l'information du maître d'œuvre, en phase travaux, relative à la nature des déchets, les quantités et les lieux d'évacuation envisagés.

- les modalités mises en œuvre pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets. À cet effet, un modèle de bordereau de suivi est proposé à l'entreprise au chapitre 5 de la présente NRE.
- les moyens de transports, sans mélange et en toute sécurité des différents déchets, ainsi que l'optimisation des trajets envisagés.
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.
- le maintien de l'ensemble du chantier et de ses abords en état de propreté permanent par la présence de dispositifs de collecte en différents endroits du chantier, et par la sensibilisation du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et loueurs à la propreté du chantier ainsi que la lutte contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages.
- la sollicitation de prestataires agréés concernant l'évacuation des déchets dangereux.

Pour rappel :

En référence à l'article L541-1-1 du Code de l'Environnement, « Déchet : toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »

On distingue alors plusieurs catégories de déchets :

- **Les déchets dangereux** : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés de dangers énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement relatif aux propriétés qui rendent les déchets dangereux (explosif, comburant, inflammable, irritant, infectieux, mutagène, écotoxique, ...). Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement – liste des déchets.
Ils peuvent générer des nuisances pour l'homme et l'environnement et présenter une ou plusieurs propriétés de danger ce qui implique certaines précautions particulières. Ils font l'objet d'un contrôle administratif renforcé (production, stockage, transport, traitement).
- **Les déchets non dangereux** : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.
- **Les déchets inertes** : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.
- **Les déchets ménagers** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage.
- **Les déchets d'activités économiques** : tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage.
- **Les bio-déchets** : tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires. »

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut l'utiliser tant qu'il renseigne et répond à toutes les exigences et/ou prescriptions énoncées dans ce sous-chapitre.

Quoi qu'il en soit, le titulaire détaille dans sa réponse les mesures qu'il s'engage à mettre en œuvre (par exemple l'implantation de bennes de tri en différents lieux précisés du chantier ou la formation des intervenants au tri à respecter sur le chantier).

Le SOSED doit par ailleurs identifier conformément à la Nomenclature des déchets (voir Code de l'Environnement) l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les travaux, installations et activités, et indiquer les quantités attendues de déchets.

Il est attendu de l'entreprise la plus grande rigueur à la fois dans la rédaction de son SOSED, mais également dans son suivi au cours du chantier. En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'œuvre peut demander au titulaire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage au frais du titulaire.

2.4.1 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Pour la gestion des déchets, l'entreprise devra prendre en compte les descriptions de l'environnement décrites aux titres 2.1.1, 2.2.1 et 2.3.1.

2.4.2 LES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le descriptif des prestations susceptibles de produire des déchets sur la base du détail estimatif est à compléter par le titulaire. Il se trouve dans la fiche n° 1-3-c « Gestion des déchets de chantier – Détail Quantitatif SOSED » jointe à la présente NRE.

Il récapitule ainsi la nature et les quantités des matériaux présents en phase travaux, qu'ils soient destinés à être évacués ou réutilisés sur place.

Les déchets générés par l'entreprise doivent être triés et, dans la mesure du possible, valorisés.

Conformément à la réglementation en vigueur, les déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, quelle que soit la catégorie de déchet, sont évacués hors des emprises du chantier, à la charge du titulaire et prenant en compte tous les frais annexes (chargement, transport, déchargement, droits et taxes).

À travers les fiches 1-3 jointes au chapitre 5, le titulaire distingue le devenir hors chantier de ces déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitement :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes),
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux),
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation,
- et/ou vers une mise en dépôt définitif hors chantier.

Les filières de traitement sont proposées clairement dans le SOSED et soumises au préalable à l'accord du maître d'œuvre.

L'évacuation des déblais, proposée par l'entreprise dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités demandées au présent article 2.4 et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Il est demandé à l'entreprise d'utiliser en priorité les agrégats d'enrobés produit sur le chantier. Dans le cas contraire, l'entreprise doit d'une part se procurer des agrégats extérieurs afin de respecter les spécifications techniques du marché et d'autre part veiller au stockage, à l'évacuation et à la valorisation des agrégats d'enrobés du chantier non utilisés.

Le titulaire doit d'une part se procurer des agrégats extérieurs afin de respecter les spécifications techniques du marché et d'autre part utiliser si possible les agrégats d'enrobés produit sur le chantier, veiller au stockage, à l'évacuation et à la valorisation des agrégats d'enrobés du chantier non utilisés.

Le titulaire indique clairement au travers du SOSED les plate-formes de stockage (valorisation) où sont acheminés les excédents d'agrégats d'enrobés du chantier.

Les agrégats d'enrobés du chantier non utilisés sur place font l'objet de la part de l'entreprise d'une fiche de suivi quantifiant les matériaux (caractéristiques techniques, origine, lieu de stockage et traitement prévu). Le titulaire s'engage, après leur stockage, à assurer leur valorisation sur d'autres chantiers. Le titulaire précise néanmoins dans son PRE les raisons liées à l'impossibilité de réutilisation des agrégats d'enrobés propre au chantier.

Avant toute utilisation d'agrégats extérieurs, l'entreprise indique l'ensemble des caractéristiques du lot utilisé (origine, traitement subi, caractéristiques techniques, etc) pour agrément du maître d'œuvre. Sans cette connaissance préalable, l'introduction d'agrégats extérieurs est interdite dans la formulation d'enrobés neufs.

Ainsi l'entreprise doit démontrer la traçabilité des agrégats d'enrobés manipulés : agrégats extérieurs réutilisés sur le chantier, agrégats évacués pour utilisation sur un autre chantier, ou agrégats évacués pour mise en dépôt.

L'évacuation des agrégats d'enrobés, proposée par l'entreprise dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités détaillées et demandées au présent article 2.4 et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Les **produits de nettoyage de la chaussée** après fraisage doivent également être évacués dans des centres de traitements adaptés. Le titulaire indique dans son SOSED le lieu d'évacuation proposé et veille à le mettre à jour dans son PRE lors de l'évacuation des déchets.

Concernant les **produits de curage des ouvrages d'assainissement/de buse**, on rappelle que le traitement préalable avant valorisation doit être réalisé pour répondre à la circulaire n° 2001-39 du 18 juin 2001 relative à la gestion des déchets du réseau routier national.

L'analyse des boues est effectuée sur les paramètres déterminés par l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié, fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 (codifié en intégralité dans le livre II du code de l'environnement aux articles R. 211-25 à R. 211-47) relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, comme indiqué dans le CCTP.

Si les résultats des analyses quantitatives présentent des valeurs inférieures aux valeurs seuils de l'arrêté du 8 janvier 1998, les boues peuvent être épandues dans des emprises non vulnérables, après étude. Si les valeurs sont dépassées ou si la toxicité est trop élevée, les boues doivent être évacuées vers un centre de traitement approprié (en fonction de la toxicité).

Le titulaire indique dans son SOSED le lieu d'évacuation proposé et veille à le mettre à jour dans son PRE lors de l'évacuation des déchets.

L'analyse et l'évacuation des produits de curages, proposées par le titulaire dans son SOSED comprend et intègre toutes les opérations et modalités détaillées et demandées au présent article 2.4, au CCTP et au Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires du marché.

Au travers du SOPRE, le titulaire détaille et s'engage pour chaque exigence les mesures qu'il mettra en place.

3. ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

3.1 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au stade de la consultation, sur la base de la solution retenue au stade du projet, le maître d'ouvrage identifie :

- les particularités liées à l'insertion du chantier dans le site et son aspect ;
- les particularités liées aux émissions sonores ;
- le devenir souhaité des effluents du chantier ;
- les méthodes pour éviter la pollution de l'air.

3.2 ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le **maître d'œuvre** vise, après notification du marché, le **Plan du Respect de l'Environnement (PRE)**, établi à partir du **Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)** figurant dans l'offre de l'entreprise qui le détaille et le précise.

Il identifie les familles de matériaux susceptibles d'être rencontrés sur le chantier.

Il s'assure du suivi de l'application rigoureuse du PRE.

Il peut à tout moment faire procéder (et ou procéder) à un contrôle des moyens mis en œuvre afin de vérifier le respect de la réglementation et des prescriptions environnementales indiquées dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE).

Il collecte les documents d'enregistrements et de suivi prévus dans le PRE et synthétisés dans les fiches (n° 1 et 2) de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux (Journal de Chantier Environnement par exemple).

Il établit les fiches de non-conformité (fiche n° 3).

3.3 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le titulaire rédige et joint à son offre un document appelé **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement** dans lequel il expose et s'engage sur les dispositions préparatoires, au travers des documents ci-dessous, pour répondre aux exigences de la Notice de Respect de l'Environnement :

Par sa démarche volontaire, il répond aux exigences en matières d'environnement concernant :

- les eaux superficielles et souterraines ;
- les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
- les milieux humains et santé publique ;
- la gestion des déchets.

Il est demandé à l'entreprise la fourniture d'un **SOSED** (schéma d'organisation du suivi de l'élimination des déchets de chantier) traitant de la gestion des déchets et répondant à la réglementation en vigueur ;

Il détaille ces éléments dans le SOPRE et les synthétise dans les fiches (1 et 2).

Il est rappelé ici que le SOPRE fait partie de l'offre de l'entreprise et est une des pièces sur lesquelles les offres sont jugées.

Après notification du marché, le titulaire met au point pendant la période de préparation du marché et soumet au visa du maître d'œuvre :

- le **Plan du Respect de l'Environnement (PRE)** ;

- Les **2 fiches de l'Outil de suivi du PRE** pendant la phase travaux (journal de chantier environnement par exemple) telles que figurant en titre 5 du présent document.

Le PRE détaille et précise définitivement les engagements de l'entreprise en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans son SOPRE lors de l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.

Les fiches de suivi seront également adaptées lors de la phase préparatoire. Elles permettront un suivi de l'environnement par le correspondant environnement de l'entreprise et par le maître d'œuvre.

Lors de l'élaboration du projet de décompte final, l'entreprise remet au Maître œuvre les documents d'enregistrement et de suivi assurant le respect du Plan du Respect de l'Environnement (Fiches de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, volet environnement du dossier de Récolement).

3.4 POINTS D'ARRÊTS ENVIRONNEMENTAUX

Le présent paragraphe rappelle les points d'arrêts environnementaux décrit au CCTP.

Tableau à adapter en fonction des travaux et enjeux sur le chantier. Ce paragraphe doit être réalisé en collaboration avec l'ensemblier du DCE.

Phase marché	Points d'arrêt
Phase préparatoire	<ul style="list-style-type: none">– Acceptation du PRE– Projet des installations de chantier et de la zone de vie– Projet des zones de dépôt provisoires
Phase chantier	<ul style="list-style-type: none">– Réception des installations de chantier et de la zone de vie pour les personnels de l'entreprise et le maître d'œuvre– Réception des zones de dépôts provisoires– Réception des aires de stationnement des engins de chantier– Réception des plate-formes des aires de dépôt et de stockage- Délimitation des espèces exotiques envahissantes floristiques.- Délimitation de la flore à protéger.

4. DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE EN PHASE TRAVAUX

4.1 MODE OPÉRATOIRE

ÉTAPES	ACTEURS	RÔLES
REMISE DE L'OFFRE	ENTREPRISE	<p><u>Rédaction du SOPRE : Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement joint à l'offre :</u></p> <p>Dans ce document, le titulaire expose et s'engage sur les dispositions préparatoires au travers des volets ci-dessous, qui sont personnalisés pour l'offre en question et tient compte des prescriptions environnementales particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ; <p>De plus, le titulaire propose une démarche volontaire adaptée à la situation environnementale exposée précédemment et concernant les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; • Milieux humains et santé publique ; • Gestion des déchets. <p>Il détaille particulièrement les dispositifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Gestion des déchets y compris les agrégats ; ➤ Gestion des déchets de chantier. <p>La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.</p>
PÉRIODE DE PRÉPARATION	ENTREPRISE MOE	<p><u>Mise au point du PRE : Plan du Respect de l'Environnement et visa du MOE :</u></p> <p>Ce document détaille et précise définitivement les engagements du titulaire en accord avec ses dispositions préparatoires exposées dans l'offre et après obtention d'informations complémentaires et levée des hypothèses pendant la période de préparation.</p> <p><u>Ce document détaille et précise le SOPRE.</u></p>

RÉALISATION DES TRAVAUX	TITULAIRE MOE	<p>Création de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux comportant les fiches figurant au titre 5 de la NRE.</p> <p>Suivi de l'application rigoureuse du PRE.</p> <p>Mise à jour des dispositions spécifiques éventuelle dans le cas de situations rencontrées non identifiées dans le dossier d'appel d'offre.</p> <p>Contrôles périodiques par le MOE sur la base de la « fiche de suivi environnemental sur le chantier » pendant le chantier et établissement si nécessaire de fiches de non-conformité.</p>
PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL	TITULAIRE	<p><u>Remise au MOE du dossier de Récolement Environnement prévu dans le PRE</u></p>

4.2 ÉLABORATION ET CONTENU DU SOPRE

Le titulaire remet dans son offre un **Schéma Organisationnel du Plan du respect de l'Environnement (SOPRE)** qui doit préciser l'organisation de la prise en compte et du respect de l'environnement envisagée par le titulaire.

Ce document est un document préparatoire au PRE qui permet au maître d'ouvrage d'établir une évaluation des propositions du titulaire en matière d'environnement et de donner une notation sur la valeur environnementale, faisant partie des critères de sélection de l'offre.

Dans le cas d'un groupement d'entreprises, **un seul SOPRE commun** doit être remis.

Ce SOPRE comporte au moins les éléments suivants :

- la politique environnementale de l'entreprise ;
- l'organisation, les moyens humains, l'organigramme du chantier, le correspondant environnement avec son niveau hiérarchique son profil, les moyens matériels à sa disposition, la part du temps de travail prévue pour répondre aux exigences et spécifications environnementales contractuelles ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que met en place le titulaire dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'une démarche volontaire de celui-ci pour assurer le respect de l'environnement en phase travaux (Eaux superficielles et souterraines ; Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ; Milieux humain et santé publique.) ;
- les dispositions environnementales des travaux à réaliser que mettra en place l'entreprise dans le cadre du présent marché et faisant l'objet d'exigences et spécifications du SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
- Un outil de suivi environnemental du chantier.

Dans le cadre de l'organisation demandée par le maître d'ouvrage au titre du marché, le titulaire désigne un représentant compétent pour la gestion environnementale en phase travaux. Ce représentant, désigné par la suite « correspondant environnement », est proposé au visa du maître d'œuvre.

Le titulaire précise si le correspondant environnement aura cette unique fonction sur cette opération.

Le titulaire développe au PRE le rôle et les missions du correspondant environnement.

En particulier ces missions incluent :

- le respect des exigences et spécifications environnementales ;
- l'application du PRE à l'élaboration duquel il aura contribué ;
- la prévention des risques ;

- la sensibilisation et l'information internes et aux entreprises sous-traitantes ;
- la surveillance du chantier pour assurer la conformité des travaux aux stipulations de la présente NRE annexe du CCTP ;
- la tenue de l'Outil de suivi du PRE pendant la phase travaux.

Les missions de ce correspondant environnement et les moyens qui lui sont nécessaires sont rémunérés par répartition sur l'ensemble des prix unitaires du bordereau des prix.

Le modèle suivant de Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE) est proposé au titulaire. Les renseignements énumérés ci-dessous sont présentés dans un document unique, dont la structure est laissée à l'initiative de l'entreprise.

Le SOPRE doit répondre au minimum aux prescriptions du titre 2. Présentation des enjeux environnementaux et des principales exigences de la présente NRE. Il doit également détailler les parties qui sont analysées lors du jugement des offres.

Au travers du SOPRE, le titulaire doit mettre en évidence sa démarche volontaire pour le respect de l'environnement lors de la réalisation des travaux. Il synthétise au travers des fiches 1.X et 2, les dispositifs qu'il compte mettre en œuvre.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement

1. Présentation et organisation de l'entreprise

- Organigramme détaillé de l'organisation du titulaire pour la réalisation de l'opération

Le titulaire décrit l'éventuel phasage de l'opération qu'il envisage de mettre en place, ainsi que l'attribution des missions de chaque membre du groupement le cas échéant. L'organigramme doit apporter toutes les précisions nécessaires en terme de management environnemental.

- Correspondant « environnement »

Dans cette rubrique, le titulaire précise pour le correspondant environnement de l'opération le niveau de compétences pour effectuer cette mission (CV) et le temps affecté (temps plein ou partiel) à l'opération, ainsi que la nature des missions confiées.

- Outils de suivi de l'action environnementale

Le titulaire précise la nature et les caractéristiques des documents qu'il compte mettre en place pour assurer la traçabilité de l'action environnementale de l'opération : outil de suivi du PRE pendant la phase travaux, rapport, mensuel environnemental, document de récolement environnemental en fin d'opération, etc.

- Moyens d'information environnementale

Cette rubrique précise les mesures d'information relatives aux engagements et/ou mesures environnementales prévues par le titulaire dans le cadre de l'opération. Ces mesures peuvent se décliner de manière différente en fonction du public concerné :

- Information des prestataires extérieurs du titulaire : fournisseurs, transporteurs, sous-traitants, locataires, etc. pour que ces prestataires appliquent les consignes et engagements du titulaire dans tous les domaines, notamment en matière de déchets, de propreté sur le chantier et à ses abords ;
- Information du maître d'ouvrage et / ou du maître d'œuvre.

2. Analyse du contexte et des contraintes environnementales du marché

À partir des éléments contenus dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE), le titulaire doit identifier et analyser les aspects environnementaux de ses activités propres dans le cadre de l'opération.

Le SOPRE précise les moyens prévus par l'entreprise pour répondre aux enjeux environnementaux :

- au travers d'une démarche volontaire de l'entreprise pour les enjeux :
 - Eaux superficielles et souterraines ;
 - Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie ;
 - Milieux humains et santé publique ;
 - Gestion des déchets.
- au travers des schémas d'organisation spécifiques du SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets)

La prise en compte des contraintes environnementales propres au secteur concerné par les travaux pour l'élaboration de mesures volontaires sera appréciée lors de l'analyse des offres.

Schéma organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (suite)

3. Engagement de l'entreprise

DÉCLARATION DE LA DIRECTION :

Je soussigné :

agissant en qualité de :

déclare m'engager, si je deviens titulaire du marché :

- à mettre en œuvre la réalisation d'un PRE- Plan du Respect de l'Environnement, et une organisation de la gestion et du traitement des déchets, établis à partir des renseignements donnés dans le présent schéma organisationnel de la prise en compte de l'environnement et dans la NRE du présent DCE et qui couvriront l'ensemble des exigences décrites dans les pièces écrites du dossier de consultation dont j'ai pris connaissance.
- le Plan du Respect de l'Environnement, et l'organisation de la gestion et du traitement des déchets ainsi mis en œuvre s'appliqueront à l'ensemble des prestations du marché, y compris celles réalisées par les co-traitants, sous-traitants, fournisseurs ou locataires.

« lu et approuvé »

4.3 ÉLABORATION DU PRE

4.3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le **Plan du Respect de l'Environnement (PRE)** est un document établi par le titulaire pendant la période de préparation du chantier qui détaille et précise le **Schéma Organisationnel du Plan du Respect de l'Environnement (SOPRE)**. Le PRE sera soumis au visa du maître d'œuvre.

C'est un document personnalisé au travers duquel, le titulaire détaille et précise clairement, les dispositions qu'il va appliquer pour répondre aux prescriptions environnementales spécifiques.

Le titulaire du marché doit :

- Prendre en compte les informations complémentaires obtenues lors de la réunion préparatoire afin de confirmer, ou éventuellement amender le SOPRE ;
- Lever les hypothèses émises dans le SOPRE et les détailler par des choix précis, pour le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) ;
- Détailler les exigences en matière d'environnement concernant :
 - les milieux naturels et paysages / patrimoine et archéologie ;
 - les milieux humain et santé publique ;
 - la gestion des déchets.

Le SOSED est **intégré** au PRE.

Le PRE peut évoluer pendant toute la durée des travaux.

4.3.2 OUTILS DE SUIVI DU PRE PENDANT LA PHASE TRAVAUX

Le suivi du Plan du Respect de l'Environnement pendant la phase travaux doit être réalisé par le titulaire.

Il peut être présenté sous la forme d'un journal de chantier, d'un classeur ou de tout autre proposition faite par le titulaire.

Il permet la collecte et le suivi des documents concernant l'environnement en phase travaux.

Il est composé des éléments suivants :

- Partie 1 : documents à fournir au démarrage du chantier ;
- Partie 2 : documents à fournir en cours du chantier ;
- Partie 3 : documents à fournir en fin de chantier.

Partie 1 : Démarrage du chantier

Au démarrage du chantier, c'est-à-dire après la notification du marché et avant tout démarrage des travaux, le titulaire doit soumettre les fiches suivantes dûment remplies et obtenir le visa du maître d'œuvre :

- Fiche 1 : Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier ;
- Fiche 2 : Gestion et traitement des déchets de chantier ;
- Fiche 3 : Fiche de non-conformité.

Partie 2 : Chantier en cours

En cours du chantier, l'outil de suivi du PRE est complété :

- des 2 fiches remplies par l'entreprise qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;
- « fiche MOE de suivi environnemental sur le chantier – application du PRE » remplie par la maîtrise d'œuvre qui peuvent être modifiées et/ou complétées en fonction des évolutions du chantier ;

- des rapports de contrôle réguliers par le maître d'œuvre en fonction des spécifications environnementales du chantier. (comptes-rendus de chantier volet environnement, fiche de suivi proposée par le titulaire, ...).

La fréquence de contrôle est fonction des enjeux environnementaux sur le chantier, et les non-conformités peuvent faire l'objet, de la part du maître d'œuvre, de points d'arrêts.

Partie 3 : achèvement du chantier

À la fin du chantier, et dans le respect des délais contractuels fixés au marché, le titulaire doit remettre le dossier de récolement environnement dans lequel doivent figurer au moins les éléments suivants :

- la dernière version du Plan du Respect de l'Environnement du marché ;
- les processus spécifiques ayant trait à l'environnement et ayant fait l'objet d'un visa particulier (procédure d'assainissement provisoire ...) ;
- le schéma de planification de gestion des déchets de chantier et l'ensemble des pièces justifiant son application (bons de prise en charge et bordereau de suivi et notamment, en séparant les déchets produits de ceux issus du dégagement des emprises) ;
- l'ensemble des fiches de suivi environnemental ;
- une copie des éventuels dossiers de traitement des sinistres.

5. FICHES DE SUIVI DE LA DÉMARCHE ASSURANCE ENVIRONNEMENTALE

Tableau synthétique des fiches

Fiches	Intitulé et objet	à renseigner	Phase appel offres	Phase préparation	Phase travaux	Dossier final avec annexes
Fiche 1	Plan de Respect de l'Environnement : 1.1- Insertion du chantier dans le site 1.2- Émissions sonores 1.3- Gestion des déchets de chantier 1.4- Rejets des effluents de chantier 1.5- Pollution atmosphérique	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiches 2	Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier	ENT	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x
Fiche 3	Fiche de non-conformité	MOE/ENT	X ⁽¹⁾		X ⁽³⁾	x
Fiche 4	MOE - Suivi environnemental sur le chantier – Application du PRE	MOE	X ⁽¹⁾	X ⁽²⁾	X ⁽³⁾	x

X ⁽¹⁾ : Phase DCE proposition de rédaction sur la base du SOPRE.

X ⁽²⁾ : Rédaction sur la base du PRE pendant la période de préparation de chantier.

X ⁽³⁾ : en cas d'évolution des prescriptions en cours de travaux modification ou complément possible des fiches après définition en utilisant la fiche 4

Les fiches synthétiques rédigées par le titulaire sur la base de son PRE permettent d'une part, au correspondant environnement du titulaire de suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et d'autre part, à la maîtrise d'œuvre de vérifier l'application du PRE de l'entreprise.

Fiches N° 1 : Plan de Respect de l'Environnement

FICHE N° 1-1: Insertion du chantier dans le site

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Synthèse des mesures mises en place par l'entreprise pour l'insertion du chantier dans le site.	
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Occupation temporaire Propreté générale du chantier	Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique. Information aux différents intervenants par Consignes aux personnels de l'entreprise par
Déboisement Dégagement des emprises	Nuisances vis-à-vis du milieu naturel (faune et flore)	Délimitation des emprises par des clôtures provisoires. Respect stricte des emprises Délimitation des zones sensibles par un marquage spécifique. Marquage des arbres
Aires de stockage	Occupation temporaire Destruction de zones sensibles..........	....................
Piste de chantier	Destruction de zones sensibles	Limitation des pistes dans les zones boisées Signalisation Plan de circulation chantier
Phase travaux	Dégradation des voiries existantes Perturbation du trafic local..........	....................
.....
A....., le Le titulaire		A....., le Le maître d'œuvre

Rédaction de la fiche n° 1-1 : Insertion du chantier dans le site

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'Urbanisme ;
- Code de l'Environnement ;
- Code du Patrimoine ;
- Plan de prévention des risques ;
- Réglementation nationale et européenne ;
- Règlements de voirie communale et départementale.

La fiche n°1-1 « Respect de l'insertion du chantier dans le site » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Avant tout commencement d'exécution des travaux, les installations de chantier doivent être réceptionnées par le maître d'œuvre qui a vérifié leur conformité à la réglementation en vigueur et au plan d'installation qu'il a visé au préalable. La réception de l'emprise est formalisée à l'aide de la fiche 1-1.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

Le titulaire doit assurer une bonne tenue des installations de chantier (palissades, baraques de chantier, matériels, ...) et particulièrement supprimer régulièrement l'affichage sauvage.

Les chantiers sont isolés d'une manière effective des espaces réservés à la circulation.

Avec l'autorisation du maître d'œuvre, le titulaire peut constituer à proximité du chantier un dépôt de matériels ou de matériaux. L'accès en est interdit au public par un dispositif agréé par le maître d'œuvre. Les emprises de ces installations sont limitées au strict nécessaire et elles doivent être entretenues en parfait état de propreté.

Le titulaire est tenu de prendre toutes dispositions pour éviter que les chaussées et trottoirs soient souillés par l'exécution des travaux. Aucun dépôt de déblais, de détritiques ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées. Toute infraction à cette prescription donne lieu à l'application par constatation forfaitaire du non-respect du PRE.

Le titulaire doit établir les signaux nécessaires à la sécurité de la circulation générale dans les conditions réglementaires à la signalisation et suivant les dispositions particulières qui lui sont, s'il y a lieu, fixées par le maître d'œuvre. Le titulaire doit signaler son chantier conformément aux textes réglementaires en vigueur sur la signalisation.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir la sécurité publique pendant l'exécution des travaux et se conformer aux règlements de police et aux consignes spéciales concernant la voirie locale, le réseau routier national et ses bretelles de raccordements ainsi qu'aux prescriptions qui lui sont imposées par le maître d'œuvre à cet effet.

Tout manquement aux prescriptions ci-dessus concernant l'organisation et la signalisation des chantiers peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire par infraction. Dans le cas où ces prescriptions ne seraient pas observées, le maître d'ouvrage peut se substituer, après mise en demeure restée sans suite dans les délais fixés par l'ordre de service prescrivant l'exécution des travaux, au titulaire, en procédant d'office aux interventions utiles aux frais du titulaire.

Les interventions d'urgence ne dérogent pas à la règle. Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des textes réglementaires et législatifs relatifs à la circulation, à la sécurité et à la salubrité sur la voie publique, existant à la date du chantier.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant l'insertion du chantier dans le site, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

En tout état de cause, le titulaire est responsable des accidents provoqués par ses installations de chantier.

4. Points d'arrêt :

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-2 : Émissions sonores

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche, à compléter par le titulaire, doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.3.2 de la présente NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme d'émissions sonores	
Activités	Nuisances	Mesures de Protection
Installations de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Horaires de travail Respect des normes anti-bruit Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Aires de stockage	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Éloignement des installations de chantier aux zones sensibles
Piste de chantier	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités)	Plan de circulation chantier Limitation de la vitesse à .....km/h sur les pistes de chantier Dispositifs acoustiques de protection des habitations du type :.....
Phase travaux	Bruit lié aux véhicules et matériels de chantier. Gêne aux riverains (habitations à proximités ) .....	..... ..... ..... .....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat de conformité ou homologation	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien

Documents annexes	Copies des homologations des engins utilisés
--------------------------	--

Rédaction de la fiche n° 1-2 : Émissions sonores

1. Principaux textes à respecter :

- Code de la santé publique ;
- Code de l'environnement ;
- Arrêtés préfectoraux et municipaux ;
- Arrêté du 11 avril 1972 modifié ;
- Loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 modifiée relative à la lutte contre le bruit codifiée aux articles L.571-1 à 26 du code de l'environnement ;
- Arrêté du 12 mai 1997 pris en application du précédent décret et relatif aux dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, aux moto-compresseurs, groupes électrogènes de puissance, groupes électrogènes de soudage, grues à tour, marteaux piqueurs et brise-béton, pelles hydrauliques, pelles à câbles, boteurs, chargeuses et chargeuses pelleteuses ;
- Arrêté du 18 mars 2002 transposant la directive Européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage (nouvel article R1334-36 du Code de la Santé Publique.

La fiche n° 1-2 « Émissions sonores » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation, la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Rappel des obligations majeures :

Protection des riverains :

Les chantiers sont organisés et équipés de manière à réduire le plus possible les bruits susceptibles de troubler la tranquillité des riverains.

Les travaux exécutés en dehors du créneau 7h-20h, font le cas échéant, l'objet de prescriptions supplémentaires et le respect des textes ci-dessus est d'une rigueur toute particulière.

Matériel de chantier :

Le titulaire s'assure de l'homologation de ses engins et véhicules de chantier par rapport aux bruits émis. Dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il vérifie que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. Ces éléments sont communiqués au maître d'œuvre à sa demande.

Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

3. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le titulaire complète, pour toutes les activités concernant les émissions sonores, les nuisances recensées et propose pour chacune d'elles, les mesures de protection qu'il compte mettre en place sur cette opération.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, il demande à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Il **vérifie** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifie que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHES N°1-3: Gestion des déchets de chantier**Fiche N°1-3-a : Gestion des déchets de chantier (Déchets non-dangereux)****BORDEREAU DE SUIVI DES DÉCHETS DE CHANTIER DES TRAVAUX PUBLICS**

Déchets non-dangereux REEMPLIR UN BORDEREAU PAR TRANSPORT	N° Document :
--	-------------------------------

1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le producteur du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Maître d'ouvrage : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Visa et Cachet de l'entreprise
Chantier : 	Unité : 	Date :
Désignation du Déchet :	Quantité : 	

2 - COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le COLLECTEUR - TRANSPORTEUR)

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date, cachet ou visa
.....	
.....	Distance parcourue	
.....	.....Km	

3 - DESTINATAIRE (à remplir par le destinataire - éliminateur)

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date, cachet et visa
.....		
	Unité	Quantité reçue	
Désignation du Déchet.....			

Destination prévue du déchet	<input type="checkbox"/> Plate-Forme de regroupement/Centre de tri <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe II <input type="checkbox"/> Chaufferie bois <input type="checkbox"/> Autre :
	Refus de la benne(s)/camion(s)	Motif : ..... .....	Nouvelle destination : ..... .....

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le transporteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

Fiche N°1-3-b : Gestion des déchets de chantier (Déchets inertes)

BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INERTES DE CHANTIER DE TRAVAUX PUBLICS

DÉCHETS INERTES remplir UN bordereau pour la quantité totale du chantier	N° Document :
---	-------------------------------

1 - PRODUCTEUR DU DÉCHET (à remplir par le PRODUCTEUR du déchet)

Raison sociale de l'entreprise : Adresse : Téléphone : Fax : Mail : Responsable :	Désignation du Chantier
---	---

Maître d'ouvrage : Adresse :	Visa et Cachet de l'Entreprise
--	--

Désignation du déchet	Unité :	Quantité :
.....
.....		
.....		

2 - DESTINATAIRE (à remplir par le DESTINATAIRE ou éliminateur)

Nom du Destinataire	Adresse de destination (lieu d'accueil du déchet)	Date, visa et cachet du destinataire
.....	
.....	
.....	
.....	
	Unité	Quantité reçue

Destination prévue du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de stockage (classe III) <input type="checkbox"/> Remblaiement de carrière	<input type="checkbox"/> Plate-forme de Recyclage <input type="checkbox"/> Valorisation matière <input type="checkbox"/> Autre :
Refus du camion(s)	Motif :	Nouvelle destination :

- 1 exemplaire à conserver par le producteur du déchet
- 1 exemplaire à conserver par le destinataire du déchet
- 1 exemplaire à retourner au producteur du déchet

FICHE N°1-3-c : Gestion des déchets de chantier - Détail Quantitatif (SOSED)

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2 de la NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Le titulaire distingue le devenir hors chantier des déblais excédentaires et/ou non réutilisés sur le chantier, à savoir l'évacuation vers :

- des centres de traitements :
 - ISDI (Installations de Stockage des Déchets Inertes) ;
 - ISDND (Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux) ;
 - ISDD (Installations de Stockage des Déchets Dangereux),
- des centres de valorisation.

et/ou vers une mise en dépôt définitive hors chantier.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

Définition (Matériau, poste, rubrique)	Type de déchet	Quantités produites	Traitement prévu par l'entreprise	Méthode proposée	Site potentiel définitif du matériau
Produits de curage de la buse métallique	Non dangereux /Dangereux				
Bois (souches, coupes,...) Déchets verts	Non dangereux				
Bétons	Non dangereux				
Déchets ménagers et assimilés (ordures ménagères,...)	Non dangereux				
Déchets chantier (Livraison, emballages, papiers, cartons, polystyrène,...)	Non dangereux				
Palettes de livraison	Non dangereux				
Eaux usées	Non dangereux				
Déblais excédentaires et/ou impropres à la réutilisation en remblais					
Terre végétale					
Protection d'étanchéité					

Rédaction des fiches n° 1-3 : Gestion des déchets de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- Code de l'environnement et notamment les articles L541-1 à L542-14 ;
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Avis du 11 novembre 1997 relatif à la Nomenclature des déchets ;
- Circulaire UHC/QC2 n° 2005-18 du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;
- décret n° 2009-1139 du 22 septembre 2009 relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à l'élimination des piles et accumulateurs usagés et modifiant le code de l'environnement ;
- Ordonnance n° 2020-920 du 29 juillet 2020 relative à la prévention et à la gestion des déchets ;
- décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments ;
- Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ;
- Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux ;
- décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles
- arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante ;
- Décret n° 2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées.

Les fiches (1-3-a) et (1-3-b) servent à la traçabilité du traitement des déchets non dangereux du chantier. Le titulaire peut proposer d'autres fiches dans la mesure où elles sont réglementaires et comportent les informations nécessaires au suivi du traitement des déchets.

Le titulaire est tenu de remettre au maître d'œuvre la fiche correspondante à chaque évacuation de déchet.

La fiche n°1-3-c « Gestion des déchets de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE (document SOSED). En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

Un cadre de rédaction est proposé au titulaire, cependant, si celui-ci dispose d'une démarche de gestion des déchets conforme à tous les textes en vigueur, il peut utiliser son cadre du SOSED. Son cadre doit répondre et renseigner toutes les exigences / prescriptions concernant les déchets détaillées dans la NRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Le détail quantitatif SOSED est réalisé sur la base du détail estimatif et décrit les prestations susceptibles de produire des déchets. Il n'est pas exhaustif et le titulaire se chargera de l'adapter aux déchets des travaux ou autres prévus sur le chantier.

3. Quantité :

Les quantités fournies par le maître d'œuvre sont issues du Détail Estimatif. Elles sont précisées et complétées par le titulaire. Il peut s'agir de métrés précis lorsque cela est possible ou de chutes. Les autres cases sont remplies par le titulaire conformément aux engagements pris dans le SOPRE.

4. Points d'arrêt :

Les points d'arrêt sont fixés à l'article 3.4.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FiCHE 1-4 : Rejets des effluents de chantier

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme de rejets des effluents de chantier		
Activités	Nuisances / type de rejets	Caractéristique du rejet / Points de rejets	Mesures de Protection / Neutralisation
Installations de chantier	Rejets des eaux de ruissellement Rejets des eaux de Lavage Rejets des eaux usées Entretien des véhicules et matériels de chantier	MES / Hydrocarbures... Fossés provisoires / Bassins de décantation / Fosse.....	Kit anti-pollution (produits absorbants...) L'entretien des engins sera réalisé.....(hors chantier..., vidange par aspiration...)
Aires stockage de	Rejets des eaux de ruissellement Pollution accidentelle ..... .....	..... ..... .....	Mise en place de bac de rétention pour le stockage des produits polluants Kit anti-pollution (produits absorbants...) Protection des aires par Mise en place d'un assainissement provisoire.
Piste de chantier	Rejets des eaux de ruissellement .....	..... ..... .....	Mise en place d'un assainissement provisoire
Phase travaux	Nettoyage des toupies béton Pollution accidentelle Rejets des eaux de ruissellement Rejets de matières en suspension. .....	..... ..... .....	Mise en place d'un assainissement provisoire, bassins de décantation traitement des eaux de pompage Dispositif de filtration des eaux (filtre à paille...)
.....
Contrôles			
Moyens d'auto-contrôle de la qualité du rejet			

Rédaction de la fiche n° 1-4 : Rejets des effluents de chantier

1. Principaux textes à respecter :

- le décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de la loi sur l'Eau ;
- le règlement local du service d'assainissement ;
- le code de l'environnement.

La fiche n°1-4 « Rejets des effluents de chantier » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

Pour toutes les activités concernant les rejets des effluents de chantier, le titulaire complète les nuisances recensées par type de rejet ainsi que leurs caractéristiques. Il propose, pour chacune d'elles, les mesures de protection/neutralisation qu'il compte mettre en place sur cette opération.

3. Contrôles :

Le titulaire précise les contrôles qu'il compte mettre en œuvre afin de vérifier les rejets d'effluents de chantier. Par exemple, par un contrôle visuel (périodicité) sur les mesures mise en place et/ou par des analyses physico-chimiques (MES, DCO, HcTotaux,...).

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales. Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 1-5 : Pollution atmosphérique

Le titulaire peut proposer une autre rédaction de fiche, sous réserve de la faire valider par le maître d'œuvre pendant la période de préparation.

Cette fiche à compléter par le titulaire doit faire figurer de manière synthétique les dispositions prises et détaillées dans le SOPRE pour répondre aux exigences en matière d'environnement énoncées au titre 2.2.2 du présent NRE. Cette fiche sera précisée lors de la rédaction du PRE.

Exemple de rédaction proposée à l'entreprise :

OBJET :	Respect des obligations en terme de pollution atmosphérique, des émissions de poussières et des émissions d'odeurs
----------------	---

Activités	Nuisances / Emplacement des sources de pollution potentielles	Mesures de Protection / Moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air
Installations de chantier	..........	..........
Aires de stockage	..........	..........
Piste de chantier	Circulation des engins	Arrosage des pistes Limitation de la vitesse des engins sur les pistes, arrosages, Arrêt des moteurs des engins en stationnement Homologations des engins.
Phase travaux	Matériels de chantier (compresseur.....) Traitement en place brûlage	Les opérations de démolition et les opérations de chargement et déchargement de matériaux seront évitées par grand vent ; La vitesse sera limitée à 30 km/h sur les pistes des zones sensibles à la poussière ; L'échappement et le taux de pollution des véhicules seront conformes aux normes Interdiction de brûler les déchets En phase d'épandage.....
.....

Engins utilisés sur le chantier			
Type d'engin	Certificat de conformité ou homologation	Date de validité de l'homologation	Date du dernier entretien
Documents annexes		Copies des homologations des engins utilisés	

Rédaction de la fiche n° 1-5 : Pollution atmosphérique

1. Principaux textes à respecter :

- loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie.
- code de la santé publique ;
- code de l'environnement.

La fiche n°1-5 « Pollution atmosphérique » doit faire figurer de manière synthétique les dispositions/mesures prises par le titulaire. Les mesures qu'il souhaite mettre en œuvre sont détaillées dans la rédaction du SOPRE. En période de préparation la fiche sera précisée si nécessaire dans le PRE.

2. Mesures synthétisées devant figurer au minimum dans la fiche :

L'entreprise complètera pour toutes les activités concernant la pollution atmosphérique, les nuisances et emplacements des sources de pollutions recensées. Elle proposera pour chacune d'elles, les mesures de protection et moyens utilisés pour diminuer la pollution de l'air qu'elle compte mettre en place sur cette opération.

3. Engins utilisés sur le chantier :

L'entreprise synthétisera dans le tableau les éléments demandés correspondants aux homologations des engins.

Il est rappelé que dans le cas de matériel loué, elle demandera à son fournisseur la preuve de cette homologation pour chaque engin loué. Elle **vérifiera** que la date de validité de cette homologation n'est pas dépassée. De plus, Le titulaire vérifiera que les engins utilisés ont été entretenus afin de rester conformes à leur homologation.

Il est rappelé que tout brûlage sur le site est interdit (risque de dégagement de fumées nocives).

4. Points d'arrêt :

Il n'a pas été déterminé de points d'arrêt lors de l'analyse des exigences environnementales.

Suivant le déroulement des travaux, le maître d'œuvre se réserve la possibilité de fixer des points d'arrêt.

FICHE N° 2 : Plan de contrôle de l'entreprise – Application du PRE sur le chantier

Cette fiche est un cadre proposé au titulaire. Il est attendu qu'elle soit mise à jour dans le SOPRE et le PRE par le titulaire selon les enjeux du chantier.

Plan de contrôle de l'Entreprise Application du PRE sur le chantier		
Opération :		
Marché :	Titulaire :	
Phase travaux :		
Prestations sous traitées :	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
Nom du Prestataire :		
Date de visite du chantier :	Fiche n°	
Responsable environnement de l'entreprise :		
Fiche rédigée par :		
Autres personnes présentes lors de la visite :		
Titulaire :	Sous traitant :	Autres :
.....
.....
.....

Objectif n°1 – Respect des eaux superficielles et souterraines

Assainissement provisoire

Mesures mises en place :

- | | État conforme | État non conforme |
|---|--------------------------|--------------------------|
| • Assainissement provisoire de la base de vie eaux usées, écoulement des eaux,... | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • fossés, cunettes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • bassins de décantation | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • passages filtrants | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • maintenance sur site, vidange des engins interdite / aire étanche pour les pleins / aire étanche pour les réparations | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Autres mesures :

- | | | |
|---------|--------------------------|--------------------------|
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| • | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Observations/Mesures correctives :

--

Traitement d'une pollution accidentelle

Mesures mises en place :

- présence du kit antipollution

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Stockage de produits polluants

Mesures mises en place :

- produits identifiés
- fiche de données de sécurité sur site
- bacs de rétention / containers

État conforme

☐
☐
☐

État non conforme

☐
☐
☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Confinements

Mesures mises en place :

- Confinements plates-formes de travail
- Confinements zones de récupérations

État conforme

☐
☐

État non conforme

☐
☐

Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°1 « Respect des eaux superficielles et souterraines » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°2 – Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie

Balises / Clôtures

Mesures mises en place :

- balisage des zones sensibles
- clôtures de chantier
- accès au chantier fermé

État conforme
☐
☐
☐
État non conforme
☐
☐
☐
Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées**Mesures mises en place :**

- positionnement des zones
- imperméabilisation des zones

État conforme
☐
☐
État non conforme
☐
☐
Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Respect du planning écologique**Mesures mises en place :**

- respect du planning écologique

État conforme
☐
État non conforme
☐
Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Propreté du chantier et des abords**Mesures mises en place :**

- propreté du chantier et abords
 - voies attenante (balayeuse)
 - nettoyage roues camions (nettoyeur haute pression ou rotoluve)

État conforme
☐
État non conforme
☐
Autres mesures :

-
-

☐
☐
☐
☐

Observations/Mesures correctives :

Procédure d'accès au chantier

Mesures mises en place :

- procédure d'accès au chantier

État conforme

☐

État non conforme

☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

Limitation des nuisances poussières

Mesures mises en place :

- arrosage des pistes
- limitation de la vitesse

État conforme

☐

État non conforme

☐☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°2 « Milieux naturels et paysages / Patrimoine et Archéologie » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

Objectif n°3 – Milieu humain et santé publique

Limitation des nuisances air

Mesures mises en place :

- respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques (jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...)
- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)
- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées

État conforme

☐

État non conforme

☐☐☐☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

--

Limitation des nuisances bruit :**Mesures mises en place :**

- conformité des engins de chantier

État conforme☐**État non conforme**☐**Autres mesures :**

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

--

L'objectif n°3 « Milieu humain et santé publique » est atteint :☐ Oui☐ Non

Objectif n°4 – Gestion des déchets

Bennes de stockage / lieux identifiés

Mesures mises en place :

- présence de bennes de stockage
- identification des bennes

État conforme

☐☐

État non conforme

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

Évacuation des déchets – Bordereaux de suivi

Mesures mises en place :

- Bordereaux produits par l'entreprise
- Bordereaux remis au MOE

État conforme

☐☐

État non conforme

☐☐

Autres mesures :

-
-

☐☐☐☐

Observations/Mesures correctives :

L'objectif n°4 « Gestion des déchets » est atteint :

☐ Oui

☐ Non

FICHE N°3 : Fiche de Non-Conformité Environnemental du chantier

Fiche n° :	Date :
Opération :	
Entreprise concernée :	

DESCRIPTION DE LA NON CONFORMITÉ

Domaine concerné :	<input type="checkbox"/> Application du PRE A adapter au chantier : <input type="checkbox"/> Document spécifique : SOSED <input type="checkbox"/> Document spécifique : SOREC <input type="checkbox"/> Document spécifique : SORAC <input type="checkbox"/> Document spécifique : SORIC <input type="checkbox"/> Document spécifique : SORES
Anomalies constatées :	

DESCRIPTION DES MESURES DE RÉPARATION

Actions correctives proposées par l'entreprise :

DECISION DU MAITRE D'ŒUVRE

Accord sur les actions correctives proposées par l'entreprise	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
Complément du maître d'œuvre sur les actions correctives proposées par l'entreprise		
Délai de Réalisation :	Date et visa du maître d'œuvre	

CONSTAT DU TRAITEMENT DE LA NON-CONFORMITÉ

Mise en conformité réalisé le :	Date et visa du maître d'œuvre
--	--------------------------------

FICHE N°4 : MOE / Fiche de suivi environnemental sur le chantier
Application du PRE

La présente fiche est utilisée **par la maîtrise d'œuvre** pour le suivi environnemental du chantier. Elle peut évoluer en fonction des activités du chantier.
 Elle est complétée par les photos prises sur le chantier lors des visites.

Fiche de suivi environnemental sur le chantier

Application du PRE

Opération :

Marché _____ – Titulaire _____

Date de visite du chantier	Le : __/__/__	Entreprise concernée : Représentée par :	_____
par _____	_____		
accompagné de	_____		

Fiche n° xx		Rédigée par : _____	
Phase travaux : _____			

1 – RESPECT DES EAUX SUPERFICIELLES ET SOUTERRAINES :

Assainissement provisoire :

- | | | | |
|--------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • fossés, cunettes | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • bassins de décantation | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • passages filtrants | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • maintenance sur site | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |

Vidange des engins interdite, aire étanche pour les pleins, aire étanche pour les réparations.

Observations :

(Photo)

Traitement d'une pollution accidentelle :

- | | | | |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • présence du kit anti-pollution | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|

Observations :

(Photo)

Stockage de produits polluants :

- | | | | |
|---|--------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------|
| • produits identifiés | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |
| • fiche de données de sécurité sur site | <input type="checkbox"/> R.A.S | <input type="checkbox"/> Observations | <input type="checkbox"/> Écart |

- bacs de rétention / containers ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Confinements :

- Confinement plates-formes de travail ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- Confinement zones de récupération ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

2 – MILIEUX NATURELS ET PAYSAGES / PATRIMOINE ET ARCHÉOLOGIE

Balisage / Clôtures :

- balisage des zones sensibles ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- clôtures de chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- accès au chantier fermé ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Zones de dépôts en dehors des zones vulnérables et imperméabilisées :

- positionnement des zones ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- imperméabilisation des zones ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Respect du planning écologique :

- respect du planning écologique ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Propreté du chantier et des abords :

- propreté du chantier et abords ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
 - voies attenante (balayeuse)
 - nettoyage roues camions (nettoyeur haute pression ou rotoluve)

Observations :

(Photo)

Procédure d'accès au chantier :

- procédure d'accès au chantier ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances poussières :

- arrosage des pistes ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- limitation de la vitesse ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

3 – MILIEU HUMAIN ET SANTÉ PUBLIQUE

Limitation des nuisances air :

- respects des principes définies au PRE lors des phases d'épandages et de malaxage traitement aux liants hydrauliques (jupes, vitesse, délai entre épandage et malaxage, respect des conditions climatiques...) ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- circulation sur surface venant d'être traitée aux liants hydrauliques (interdiction)

- ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
- respects des principes définies au PRE lors des phases de rabotages de chaussées
- ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Limitation des nuisances bruit :

- conformité des engins de chantier
- ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

4 – GESTION DES DÉCHETS

Bennes de stockage / lieux identifiés :

- présence de bennes de stockage
 - identification des bennes
- ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)

Évacuation des déchets – Bordereaux de suivi :

- Bordereaux produits par l'entreprise
 - Bordereaux remis au MOE
- ☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart
☐ R.A.S ☐ Observations ☐ Écart

Observations :

(Photo)